

Contrat d'engagement jeune (CEJ)

Données

Données brutes, provisoires

Sources

Sources : France Travail et Système d'information des missions locales (I-Milo) - Traitements : Dares

Définition

Précédant le Contrat d'engagement jeune, la **Garantie jeunes** a été mise en place par les missions locales sous forme expérimentale en octobre 2013. Droit ouvert aux **jeunes de 16 à 25 ans, en situation de précarité financière, ni en étude, ni en emploi, ni en formation (NEET)**, elle combinait un **accompagnement collectif renforcé, des mises en situation de travail et une garantie de ressources**. L'accompagnement se déroulait sur une période de 12 mois renouvelable par tranche de 6 mois.

Au 1^{er} janvier 2017, le dispositif a été généralisé à l'ensemble du territoire national suite à la loi du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels. La Garantie jeunes est alors devenue un droit pour tous les jeunes remplissant les critères d'éligibilité et constituait une modalité spécifique, particulièrement intensive, du Pacea (Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi).

Le 1^{er} mars 2022, la **Garantie jeunes (GJ) a été remplacée par le Contrat d'engagement jeune (CEJ)** mis en œuvre par France Travail ou les missions locales ; du côté de France Travail, une partie du public de l'Accompagnement individualisé des jeunes (AIJ) est également désormais orientée vers ce dispositif depuis cette date. Le CEJ est destiné aux jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont pas étudiants, ne suivent pas de formation et présentent des difficultés d'accès à l'emploi durable. Le parcours est prévu pour durer de 6 à 12 mois. Le bénéficiaire peut toutefois quitter le dispositif de façon anticipée ou au contraire le prolonger jusqu'à 18 mois maximum.

Les jeunes en dispositif sont suivis par un conseiller dédié. L'accompagnement prend la forme d'un programme intensif de 15-20 heures par semaine avec une mise en activité régulière (stages, activités collectives, immersions, etc.).

Selon leurs ressources et sous condition de respecter leurs engagements, les jeunes peuvent percevoir une allocation mensuelle pouvant aller jusqu'à 520 euros.

CONTRAT D'ENGAGEMENT JEUNE (CEJ)

Mise à jour : 31 janvier 2025

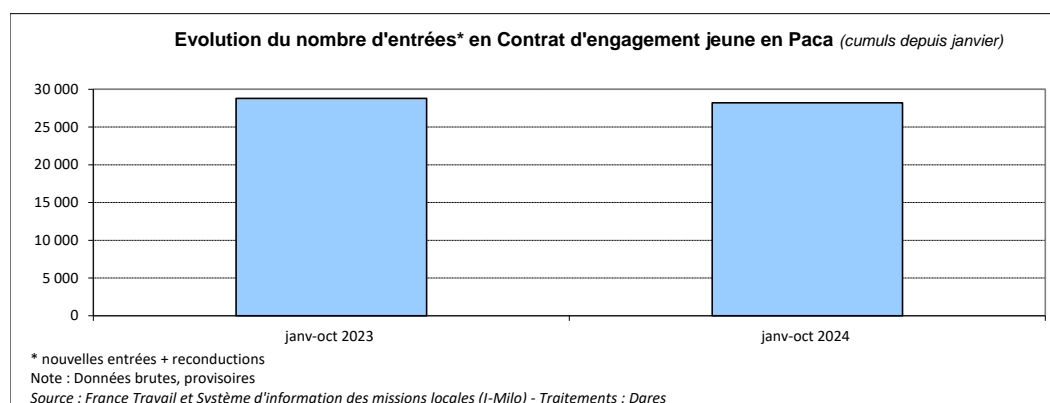
Nombre d'entrées* en Contrat d'engagement jeune

	Nombre d'entrées en octobre 2024			Cumul des entrées		
	Ensemble	En mission locale	A France Travail	De janvier à octobre 2024	De janvier à octobre 2023	Variation du cumul (en %)
Alpes-de-Haute-Provence	63	45	18	466	571	-18,4
Hautes-Alpes	34	21	13	570	762	-25,2
Alpes-Maritimes	479	373	106	4 846	5 349	-9,4
Bouches-du-Rhône	1 351	851	500	11 405	11 440	-0,3
Var	734	498	236	6 653	6 339	+5,0
Vaucluse	426	283	143	4 274	4 326	-1,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3 087	2 071	1 016	28 214	28 787	-2,0
France métropolitaine	38 847	25 246	13 601	350 146	340 042	+3,0

* nouvelles entrées + reconductions

Note : données brutes, provisoires

Sources : France Travail et Système d'information des missions locales (I-Milo) - Traitements : Dares



Nombre de bénéficiaires* de Contrat d'engagement jeune à fin octobre 2024

	Stock* (en nombre)			Variation sur un an (en %)
	Ensemble	En mission locale	A France Travail	
Alpes-de-Haute-Provence	211	166	45	-35,3
Hautes-Alpes	206	161	45	-40,6
Alpes-Maritimes	1 733	1 328	405	-28,7
Bouches-du-Rhône	4 820	3 297	1 523	-11,1
Var	2 746	2 084	662	-4,0
Vaucluse	1 904	1 435	469	-7,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	11 620	8 471	3 149	-13,6
France métropolitaine	152 348	108 995	43 353	-11,7

* entrées - sorties, calculé depuis l'entrée en vigueur du dispositif. Ces données incluent également la Garantie jeunes

Note : données brutes, provisoires

Sources : France Travail et Système d'information des missions locales (I-Milo) - Traitements : Dares